

À Air France comme ailleurs

CONSTRUIRE LA RIPOSTE À LA POLITIQUE DES PATRONS ET DU GOUVERNEMENT

BULLETIN NPA PSA POISSY

5 NOVEMBRE 2015

Dans quelques jours, la nouvelle ministre du travail annoncera les orientations pour la réforme du Code du travail. Pour Valls, il s'agirait de rendre moins complexe un Code devenu « *illisible* » et dont « *les protections seraient bien trop virtuelles* ». Reproche repris par Hollande quand il prétend que « *notre législation est devenue avec le temps illisible* ». Mais en fait, l'objectif est de détruire méthodiquement les acquis des salariéEs encore contenus dans le Code du travail, le « *fléau n°1 des patrons français* », selon le président du MEDEF.

Ce gouvernement au service des patrons, qui « *aime l'entreprise* », va donc s'attaquer au Code du travail comme il s'attaque au contrat de travail, aux inspecteurs du travail, aux conseils des prud'hommes ou aux institutions représentatives du personnel.

Le dialogue social, ça n'existe pas !

Hollande, Valls et Gattaz veulent frapper vite et fort. Le gouvernement prévoit un projet de loi début 2016 pour être voté avant l'été, après une phase de « *concertation approfondie* » menée par la ministre du travail ! L'objectif : « *réformer en profondeur notre Code du travail* » pour donner plus de place au « *dialogue social* », entreprise par entreprise... là où le rapport de force est le moins favorable aux salariéEs.

Or, dans ce « *dialogue* » entre patronat et syndicats, le seul gagnant est le patronat qui impose sans arrêt de nouvelles régressions aux travailleuses et à la population, pour satisfaire sa soif de profits et grossir les dividendes des actionnaires.

Comme on a encore pu le constater à l'occasion de l'accord sur les retraites complémentaires où Valls a vu « *une belle démonstration que le dialogue social est vivant* ». Pourtant, de notre côté, nous n'avons vu que trois syndicats accepter un gel des pensions pendant trois ans et le choix pour les futurs retraitéEs entre une décote de 10% pendant deux à trois ans ou bien le report d'un an du départ à la retraite !

Se préparer à l'affrontement

Et dire que la semaine dernière, il s'est trouvé des syndicats de salariéEs pour oser participer à la « *conférence sociale* » du gouvernement, dont

l'annonce principale a été, sans surprise, la confirmation de cette « *réforme* » du Code du travail. Seuls la CGT et Solidaires ont refusé de s'y rendre, ce qui était bien la moindre des choses. Car il n'est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement, sans se préparer à l'affronter.

A Air France, en quelques heures, on a vu le « *dialogue social* » voler en éclats. Une cadre de l'entreprise l'a dit : « *on a tout accepté pour rien !* ». Et finalement, elle a bien résumé la situation : aucun sacrifice consenti sous la pression du chantage à l'emploi n'a permis de sauver des emplois. Au contraire, chaque concession faite au patronat est un encouragement à ce qu'il réclame encore et toujours davantage.



Toutes et tous solidaires des « voyous » d'Air France

Le 5 octobre, la chemise déchirée d'un DRH d'Air France fuyant la légitime colère des travailleuses est devenue le symbole de la résistance ouvrière à un plan de casse de l'emploi. C'est ce qui explique les milliers de témoignages de solidarité avec les 5 salariéEs d'Air France, mis en garde à vue comme des « *voyous* ». Mais pour que cela ne reste pas qu'un symbole, nous devons amplifier la mobilisation aux côtés de ceux et celles d'Air France.

D'abord le 2 décembre, jour de la comparution pour « *violences en réunion* » des 5 salariéEs/otages devant le Tribunal correctionnel de Bobigny. Puis pour créer le rapport de force nécessaire pour contraindre Air France à remballer son plan de licenciements.

Et enfin, pour obliger le gouvernement à renoncer à son projet de démolition du Code du travail, destiné à affaiblir le droit du travail au détriment des salariéEs. C'est bien à une riposte de l'ensemble du monde du travail qu'il s'agit maintenant de s'atteler.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur



Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter : npa.poissy@gmail.com ou 06 80 73 86 77

LA REVOLTE PALESTINIENNE :

NETANYAHOU JOUE LA PROVOCATION !

Depuis des années, la vie quotidienne des Palestiniens est devenue un enfer et ne fait que s'aggraver. Tulkarem, les camps de réfugiés, Naplouse, ... étant séparées, l'armée israélienne continue de procéder à des incursions, des arrestations, des contrôles... L'état d'Israël a le contrôle de la sécurité, de l'eau, des puits, du niveau de la nappe phréatique. Netanyahu espère que la colère légitime des Palestiniens générant des actes de violences, justifiera l'escalade de la répression et frappes militaires, comme celles qui ont coûté la vie à des Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie.

Leurs libertés sont limitées, pas celles des colonies : interdiction d'accès à la mosquée Al Aqsa pour les hommes palestiniens de moins de 40 ans, violences perpétrées par des juifs ultra orthodoxes et nouveaux projets de colonisation, notamment dans la partie palestinienne de Jérusalem. De nombreuses ONG, même le Haut commissariat des droits de l'homme de l'ONU, installés dans les territoires occupés, rappellent sans cesse la détérioration de cette situation. Le Conseil de Sécurité de l'ONU parle de « guerre déclarée aux Palestiniens de Jérusalem ».

Le peuple palestinien se révoltant contre ces injustices, son combat doit être soutenu. Contre Netanyahu et la complicité honteuse dont il bénéficie, renforçons notre solidarité aux Palestiniens pour leurs droits fondamentaux.

SANS CULOTTES 1 / SANS CHEMISE 0

Nous avons eu tout un déballage médiatique et politique à nous farcir après l'envahissement du comité central d'entreprise par les salariés d'Air France. Lors de cette réunion, les patrons ont simplement informé le personnel de la compagnie que 2900 personnes allaient être licenciées. Mais ce n'est pas cela qui a provoqué un tollé parmi les gens du monde politique français et mondial. Non, ils ont préféré défendre inconditionnellement les patrons et leur méthode. Mais il faut bien dire qu'hommes politiques et chefs d'entreprises sont cul et chemise ! Rien de nouveau sous le soleil : on défend toujours ses pairs ! Et pas un pour se préoccuper une seconde des 2900 personnes menacées de perdre leur emploi. Mais il vrai qu'entre une chemise et la vie de gens normaux, pour eux, il n'y a pas photo. Encore une preuve, s'il en fallait, qu'entre nous et eux, il y a un monde... Et deux classes !

AIR FRANCE ... A NE PAS OUBLIER :

Air France va très bien : 85 millions de voyageurs, près de 90 % de taux de remplissage, le prix du carburant au plus bas ... et à côté de ça Juniac a touché au minimum 690 000 euros l'an dernier et les 10 plus hauts salaires qui ont augmenté de 19 % entre 2012 et 2014.

Air France/KLM, cinquième groupe mondial a augmenté ses profits, diminué sa dette de 2 milliards, réalisé plus de 2 milliards de nouveaux investissements ... pas mal pour une compagnie soi-disant en faillite virtuelle ! Mais ce n'est pas assez !

Il leur faut encore supprimer 2 900 emplois ! **Et le tout pour leurs profits ! Comme dans notre entreprise !** Alors, on a raison de penser qu'il vaut mieux perdre sa chemise que son emploi. Toute cette mascarade, la criminalisation des salariés, allant même jusqu'à la garde à vue, est inacceptable ! N'ayons pas

peur d'affirmer que nous sommes toutes et tous à leur côté.

LA RETRAITE A 63 ANS MINIMUM EN 2019.

PLUS QU'UNE HYPOTHESE !

CFDT, CFTC, et CFE-CGC s'apprêtent à signer avec le MEDEF un accord qui instaure un système de « bonus-malus » sur les retraites complémentaires. A partir de 2019, avoir 62 ans et 41,5 années de cotisations ne suffira plus pour toucher la pension de retraite complémentaire à taux plein.

Il faudra travailler un an de plus, sinon la complémentaire sera amputée de 10% pendant trois ans. Pour une retraite complémentaire moyenne des salariés « non cadres », cela ferait 1 100 € de perte au total. Si la mesure s'appliquait dès 2015, seuls les retraités vivant seuls avec moins de 900 € par mois seraient épargnés.

Le MEDEF se frotte les mains : les salariés vont être poussés à travailler plus longtemps : minimum 63 ans. Sans toucher à l'âge légal de départ (62 ans) ! Une belle entourloupe, saluée positivement par Manuel Valls.

ACCORD SCCELERAT A L'ASSISTANCE PUBLIQUE -HOPITAUX DE PARIS

Face à la mobilisation déterminée des salariés de l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), Hirsch, directeur général, avait dû retirer son projet de réorganisation du temps de travail, faisant travailler plus en gagnant moins les personnels (leurs salaires étant bloqués).

Il a trouvé dans la direction de CFDT, minoritaire de l'AP-HP, un laquais pour signer, en période de vacances, son plan « d'économies ». L'accord soi-disant « équilibré » vanté par les signataires, est réalisé sur le dos du personnel. Une réduction de quelques minutes par jour du temps de travail permet de supprimer des RTT, des journées de repos sont abolies, des milliers de postes seront supprimés.

L'amélioration des conditions de travail n'a même pas été discutée entre la seule organisation syndicale minoritaire et le serviteur des plans d'austérité du gouvernement. Hirsch aurait pourtant tort de pavoiser ! Les agents de l'AP-HP prouvant par leur mobilisation et leur détermination, depuis mai, qu'ils n'étaient pas démunis de ressources. La lutte n'est pas terminée.

A ROISSY COMME A POISSY, NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS CHEMISES !

Il y a peu encore, ceux et celles qui résistent contre les 2900 licenciements voulus par la direction d'Air France étaient présentés comme des démunis, incapables de comprendre les exigences de rentabilité à long terme d'une entreprise confrontée à la concurrence internationale. Mais voilà qu'on apprend un bénéfice de 480 millions d'euros pour le 3ème trimestre 2015, du jamais vu dans l'histoire du groupe !

Ces messieurs d'Air France-KLM ne sont pas amateurs que des belles chemises, ils sont aussi méchamment de la cravate !

Chez PSA, à Poissy tout particulièrement, on a les mêmes, sortis des mêmes écoles, aussi méprisants pour nous. Pour eux on peut faire partie d'une boîte pour laquelle on a usé notre santé avec un peu de fric, un au revoir et à peine un merci.

Oui, vraiment, il faudra trouver la force de leur imposer l'interdiction des licenciements !